

\$600. Autant que possible, cette taxe est déduite à la source. La taxe sur les surplus de bénéfices est modifiée et alourdie. Comme moyen de conserver le change, une taxe de guerre de 10 p.c. sur le change est imposée à toutes les importations sauf celles en provenance de l'Empire. La taxe d'accise sur les automobiles est rendue plus onéreuse et s'échelonne abruptement dans les niveaux supérieurs. Le Ministre des Finances estime que ces changements de même que d'autres moins importants apporteront une augmentation de \$280,000,000 aux recettes d'une année complète. L'Annuaire de 1941, pp. 758-759, contient de plus amples détails sur le sujet.

Les dépenses de guerre sont relativement peu élevées au cours des huit ou neuf premiers mois des hostilités. La guerre en est à sa phase d'organisation. Elles augmentent rapidement dans la suite et, à la fin de la première année du conflit, elles grandissent à raison de plus de \$700,000,000 par année. Pour l'année fiscale terminée le 31 mars 1941, les dépenses totales de guerre sont d'environ \$778,000,000, dont \$26,000,000 représentent la sortie au compte d'item traités comme actif productif dans les comptes du Dominion.

A mesure que la guerre progresse, l'assistance financière accordée à la Grande-Bretagne prend rapidement des proportions importantes. Le Gouvernement britannique a besoin de dollars canadiens pour acheter les fournitures essentielles qui sont produites au Canada. Il en obtient certaines de la façon normale au moyen des exportations britanniques au Canada, et les tarifs canadiens sur les marchandises anglaises sont sensiblement réduits (dans les lois sur la conservation du change) pour faciliter les opérations. Toutefois, du 15 septembre 1939 au 31 mars 1941, le déficit de la balance des paiements de la Grande-Bretagne au Canada est d'environ \$795,000,000. Avant 1941, la Grande-Bretagne pouvait expédier de l'or au Canada en échange de dollars canadiens; cet or est maintenant orienté vers les États-Unis en règlement partiel du déficit du Canada dans ses paiements à ce pays. La balance élevée de dollars canadiens dont le Royaume-Uni a besoin est assurée par le Gouvernement canadien ou ses mandataires de deux façons: environ \$337,000,000 jusqu'au 31 mars 1941 sont transférés au Royaume-Uni en échange de valeurs mobilières canadiennes auparavant détenues dans ce pays; le reste est simplement transféré au Royaume-Uni en échange de soldes sterling accumulés au crédit du Canada à Londres.

Dans le troisième budget de guerre (29 avril 1941), il faut pourvoir aux dépenses de guerre de l'année fiscale 1941-42. De nouveau, les taxes sont fortement augmentées, surtout les taxes sur le revenu personnel et sur le revenu des corporations, et la taxe de la défense nationale; une nouvelle taxe est imposée sous forme de taxe fédérale sur les successions. Ces détails sont donnés à la p. 759 de l'Annuaire de 1942.

Pour faire face à l'augmentation rapide des dépenses du Dominion, en faveur de la Grande-Bretagne et des autres Alliés, les taxes ont, derechef, été fortement augmentées et un régime d'épargne obligatoire a été inauguré dans le quatrième budget déposé le 23 juin 1942. Les dépenses globales de l'année fiscale 1942-43 ont été estimées à \$3,900,000,000—montant considérablement supérieur à toutes les dépenses du Gouvernement pour toute la durée de la première guerre mondiale et la période qui l'a suivie immédiatement. Cette somme comprend les dépenses directes de guerre du Gouvernement canadien de plus de \$2,000,000,000, et un crédit à la Grande-Bretagne de \$1,000,000,000 pour lui permettre d'acheter des aliments et du matériel au Canada. Il était estimé que les revenus provenant du système courant de taxation seraient d'environ \$1,675,000,000, laissant un écart de \$2,225,000,000 entre les recettes et les dépenses. Pour combler en partie cette lacune, de